

Couvrez vos clients contre *le kidnapping*

Une assurance contre l'enlèvement peut être d'un grand secours.

PAR STÉPHANIE FERRÈRE

ATYPIQUE, LA POLICE D'ASSURANCE *kidnapping*? Pas tant que cela. Affaires étrangères et Commerce international Canada énumère actuellement près de 70 pays à risque pour ses ressortissants. C'est-à-dire que « les Canadiens doivent éviter les voyages non essentiels dans le pays ou certaines régions du pays, ou éviter tout voyage dans le pays ou certaines régions du pays », indique le ministère sur son site Internet.

Pour concilier les avertissements gouvernementaux et les intérêts de ses clients en affaires, il existe des polices d'assurance. La plus utile, lorsque l'on a une firme susceptible de travailler dans des zones à risques, est l'assurance *kidnapping*.

« Cette assurance s'adresse plutôt aux grandes sociétés multinationales, à certaines PME et à des clients nantis qui peuvent

être victimes de demandes de rançon », explique Dominic Paquette, président et fondateur de **Partenaire-conseils Groupe financier**. Cependant, pour ce planificateur financier, ce marché reste très spécialisé, car on ne recommande pas ce type de produit fréquemment. Toutes les entreprises ne détachent pas à l'étranger leurs dirigeants, leurs employés ou encore du personnel qui détient des renseignements de nature confidentielle.

« Une entreprise internationale qui exerce dans des zones à risques et qui souscrit ce type d'assurance montre à ses salariés qu'elle tente de minimiser le risque pour eux », précise Dominic Paquette. De plus, une société qui souscrit une assurance sera moins suspecte de tentative de fraude qu'un salarié qui en souscrit une de manière individuelle.

LE MARCHÉ DE L'ENLÈVEMENT

Au Canada, quelques compagnies, comme **Aon** et **Chubb**, proposent ce type d'assurance. Présentée en général sous forme de forfait, l'assurance couvre principalement les enlèvements et l'extorsion, et dans certains cas, elle offrira une couverture

supplémentaire pour la détention et le détournement. Elle couvre donc l'enlèvement avec demande de rançon. L'extorsion peut faire suite à des menaces de mort, de piratage de serveurs (cyber-extorsion), de divulgation d'informations confidentielles de

10 à 20 %

Pourcentage des *kidnappings* commis qui sont déclarés.

l'entreprise, de tentative d'empoisonnement d'un produit distribué par la société, etc.

Soulignons que le fait, pour un gouvernement étranger, d'empêcher un ressortissant Canadien de quitter le pays est considéré comme une détention.

L'assuré peut aussi souscrire des options. « L'entreprise ou la personne peut opter pour une extension, pour le *kidnapping*-express, par exemple, si on vous enlève et qu'on vous force à retirer de la somme maximum au guichet automatique d'une banque », explique Rona Birenbaum.

Dans un monde qui vit à l'heure de la globalisation, les enlèvements sont malheureusement

devenus monnaie courante. « Nous savons que seulement 10 à 20 % des *kidnappings* commis sont déclarés », commente Rona Birenbaum, planificatrice financière chez **Caring for Clients**, à Toronto.

Dans certains pays, ces exactions prennent la forme d'un véritable marché. La Somalie, par exemple, est devenue un haut lieu de la piraterie. La Colombie, où sévissent les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) et l'ELN (Armée de libération nationale), a été le théâtre de nombreux enlèvements et extorsions. Quant au Niger, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada évoque des préoccupations « quant au risque d'enlèvement par le groupe Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) ».

Par ailleurs, à la suite du « printemps arabe » qui a eu lieu en début d'année, la situation est plus tendue dans de nombreux pays. L'intérêt d'une assurance pour prévenir ces risques est donc à considérer sérieusement quand des particuliers ou des entreprises clientes ont des activités dans des zones à risques.

UN SOUTIEN FINANCIER, MÉDICAL ET PSYCHOLOGIQUE

Un des intérêts de souscrire à une telle police d'assurance est l'accès aux services de gestion de crise. « Ils sont capables d'opérer dans des champs spécifiques, comme la négociation d'une libération lors d'un *kidnapping*, par exemple. Les statistiques mon-

➤ **KIDNAPPING** SUITE PAGE 16

AUSSI DANS CETTE SECTION

Bill Kanko veut capter la croissance durable	16
Brèves en assurance	16
Du béton, de l'équilibre et une solution de rechange	18